

ÉDITORIAL

La dispute franco-italienne, une crise européenne

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Est-ce, après 1940 et la déclaration de guerre de Mussolini contre Paris, un nouveau coup de poignard italien dans le dos de la France? A l'heure où l'Europe devrait plutôt resserrer les rangs face à un Vladimir Poutine qui rêve d'un effondrement de l'Union européenne, la crise diplomatique qui vient d'éclater entre Paris et Rome est anachronique et inutile. Mais elle est révélatrice à plus d'un titre. L'immigration est un facteur de plus en plus dominant au sein des pays du continent. On le voit avec la montée de l'extrême droite en France, en Italie, en Allemagne, en Suède et dans l'Est européen.

Giorgia Meloni, la présidente du Conseil italien, élue sur une ligne dure en matière d'asile, s'est sentie obligée de rassurer la xénophobe

Cette crise pourrait bien ne pas être la seule à secouer l'Europe ces prochains temps

Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi. Ces deux partis qui forment, avec les Fratelli d'Italia, la coalition gouvernementale jouent sans vergogne la carte souverainiste et anti-immigrés. L'accueil des 230 migrants de l'Océan Viking n'aurait jamais dû être la cause de telles tensions entre la France et l'Italie.

La violente riposte du ministre français de l'Intérieur, Gérard Darmanin, qui se réfugie derrière le droit international, illusoire à quel point l'immigration, en France, est devenue un thème explosif pour Emmanuel Macron, conscient du risque de laisser le champ libre au Rassemblement national de Marine Le Pen, Paris a non seulement suspendu la mise en œuvre d'un accord européen de relocalisation des demandeurs d'asile - qui prévoyait qu'une douzaine d'Etats européens reprennent 8000 migrants d'un pays de première entrée (3500 pour la France) - il a aussi ordonné l'envoi de 500 agents à la frontière franco-italienne. Un geste inouï dans l'UE de Schengen.

La crise franco-italienne pourrait bien ne pas être la seule à secouer l'Europe ces prochains temps. Car elle remet en lumière l'incapacité de l'UE à bien coordonner sa politique migratoire. Depuis qu'Angela Merkel a fait sauter le régime de Dublin sur la migration en 2015 en ouvrant les portes à près d'un million de migrants en Allemagne, Bruxelles a certes tenté de pallier l'inadéquation de son système d'asile, mais ses efforts restent largement insuffisants. Au-delà du pedigree néo-fasciste de Giorgia Meloni qui incite à lui attribuer la faute de la crise diplomatique, l'occupante du Palais Chigi met le doigt sur un raté européen dont l'Italie continue de payer le prix fort. Les pays de l'UE sur le front des flux de réfugiés portent l'essentiel du fardeau migratoire.

Sil'UE veut maintenir sa cohésion dans cette ère de troubles géopolitiques, elle devra impérativement revoir le règlement de Dublin, incapable d'assurer un minimum de solidarité entre Européens. C'est un devoir qu'elle a aussi envers les migrants eux-mêmes, dont plus de 20 000 ont péri en Méditerranée depuis 2014. Il est temps que l'Europe s'implique davantage dans la gestion en amont des flux migratoires. Sans quoi les psychodrames humains et diplomatiques vont se répéter à l'infini. ●●● PAGE 5



Autour de la «Chaise cassée», sur la place des Nations, les manifestations se succèdent: contre le régime iranien le 22 octobre dernier; contre le président camerounais Paul Biya en juillet 2021; ou encore celle des stagiaires des Nations unies exigeant des conditions de travail équitables, en février 2019 (de haut en bas). (SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)



(EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)



D'autres manifestations encore: en juin dernier à la suite de la décision de la Cour suprême américaine sur l'avortement; contre la «guerre par procuration» en Afghanistan en juillet 2021; et pour la cause tibétaine en mars de la même année. (MAGALI GIRARDINI/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

pour imaginer comment réaliser une chaise avec un pied déchiqueté. Il appelle en urgence un artiste et ami, Lukas Berchtold, qui a l'habitude de travailler avec des explosifs. Mais ce dernier lui donne un autre conseil: aller voir un séquoia foudroyé dans le parc du château de Penthes à Genève pour s'en inspirer. Il prend des photos et y réfléchit toute la nuit. Et le matin, la solution lui vient: il ne va pas dynamiter le pied de la chaise. Il décide au contraire d'enfiler plusieurs coins dans le bois et de sculpter l'objet à la tronçonneuse. Il finit la journée les mains en sang. Il refuse d'installer l'œuvre sur un socle: «Je ne voulais rien glorifier et ne voulais pas de distance entre l'œuvre et les gens. Il fallait une chaise à même le sol qui n'écrase pas le spectateur.» Improvisation peut-être, mais maîtrise de la dynamique de l'œuvre. «Quand Jackson Pollock lance de la peinture sur une toile, il garde, un peu comme le peintre zen, une totale maîtrise», rappelle, farouche, Daniel Berset.

«Je ne voulais pas de distance entre l'œuvre et les gens»

DANIEL BERSET

L'artiste, qui a enseigné aux Beaux-Arts à Genève et donné des cours à l'EPFL, est sensible aux symboles. Mais il n'a pas apprécié le fait que le footballeur brésilien Neymar, nommé ambassadeur de l'ONG Handicap International, propriétaire de l'œuvre, commence à jongler sur la chaise lors d'une opération de communication.

Après les succès historiques accomplis par la société civile et plusieurs Etats responsables, on aurait pu penser que le message de la Broken Chair allait un jour être obsolète. «Ce n'est malheureusement pas le cas», explique Daniel Suda-Lang, actuel directeur de Handicap International qui rappelle que neuf victimes sur dix des mines et bombes à sous-munitions sont des civils. Pendant des années, grâce à la Convention d'Ottawa, de moins en moins de victimes ont été recensées. Des millions de mines ont été détruites notamment parmi les 164 Etats parties à la Convention d'Ottawa et certains pays comme le Mozambique ont complètement déminé leur territoire. Mais aujourd'hui, leur utilisation est à nouveau plus fréquente. A commencer par l'Ukraine où la Russie mène une guerre d'invasion depuis le 24 février. Le «Landmine Monitor» le souligne: «La réduction significative du nombre de victimes recensées en 2021 a été éclipsée par le nombre dévastateur d'attaques à l'aide de sous-munitions durant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.»

Responsable du projet d'éducation aux risques liés aux munitions explosives auprès de Handicap International en Ukraine, Olga Savchenko vit à Dniepr. Elle le déplore: «L'Ukraine occupe désormais la première place des pays les plus contaminés. La surface touchée va de 150 à 300 000 km². Cela va de mines antipersonnel, de bombes à sous-munitions et de mines explosifs improvisés. Cela impacte énormément l'agriculture ukrainienne. Nombre de tracteurs ont déjà explosé sur des

mines.» Pour Olga Savchenko, il est évident que «le nettoyage des mines et bombes à sous-munitions en Ukraine va prendre des décennies.» La Fondation suisse de déminage (FSD) y est déjà active depuis plus de trois mois dans la province de Tchernihiv, de Kharkiv, notamment à Izium. Elle cartographie les zones à déminer en urgence. Pour gagner en efficacité, les démineurs recourent aujourd'hui à des drones dotés de caméras thermiques capables d'identifier les schémas selon lesquels les mines sont disposées dans le terrain.

Armes létales autonomes

Dans ce sombre paysage, les grandes puissances rechignent à renoncer à ces armes inhumaines. Daniel Suda-Lang le précise: il est impossible de négocier quoi que ce soit avec la Chine et la Russie. Une petite lumière d'espoir tout de même. Les Etats-Unis n'ont pas non plus ratifié la Convention d'Ottawa et quand il était encore président, Donald Trump avait complètement remis en question la politique de non-usage de mines décrétée par Barack Obama. L'administration de Joe Biden a cependant annoncé en juin 2022 une interdiction presque totale des mines antipersonnel par l'armée américaine à l'exception de la péninsule coréenne. Elle a fixé pour objectif une ratification à terme de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de telles mines.

Dans quelques jours, la Chaise cassée de la place des Nations sera à nouveau un symbole particulièrement pertinent de la mobilisation de la société civile contre ces armes inhumaines. Le 18 novembre prochain se tient une conférence à Dublin où sera formellement adopté un accord international contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées (Ewipa). Après Ottawa et Oslo, c'est le troisième texte qui œuvre au même objectif. «C'est un acte important. Depuis 2017, Handicap International a recueilli plus de 500 000 signatures en faveur d'un tel document», selon le directeur de l'ONG Daniel Suda-Lang qui ajoute que les guerres ne se déroulent plus seulement sur de vrais champs de bataille, mais aussi dans des villes et villages. Le texte de Dublin exhorte les Etats à limiter drastiquement l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées et à partager les bonnes pratiques militaires pour mieux protéger les civils. Plusieurs Etats y sont hostiles. La Suisse a longtemps fait souffler le chaud et le froid. Mais le conseiller fédéral Ignazio Cassis a communiqué la semaine dernière que la Confédération allait signer l'accord. Un acte cohérent en phase avec l'ambition de la Genève internationale, siège du CICR, d'être la capitale mondiale de l'humanité. Quant à la Chaise cassée, propriété de Handicap International, elle doit être entretenue, managée régulièrement et continuer à servir de témoin de la barbarie dans le monde. Car comme l'écrivit Thomas Hobbes, «le privilège de l'absurdité est réservé à la seule créature humaine». L'œuvre va donc encore servir de miroir de la conscience lors des futures négociations au sujet d'une autre arme inhumaine au potentiel dévastateur: l'arme létale autonome. Elle va constamment rappeler, aux pays, dont la Chine, pour lesquels le multilatéralisme est avant tout une affaire entre Etats, que la société civile est une force qui'il faudra toujours prendre au sérieux. Aujourd'hui plus que jamais. ■

La «Chaise cassée», le refus de l'inhumanité guerrière

DROITS HUMAINS La «Broken Chair», installée sur la place des Nations à Genève, célèbre ses 25 ans. Un symbole fort à l'heure où une cinquantaine d'Etats se réunissent à la Conférence de Dublin pour adopter un accord contre les armes explosives utilisées en zones peuplées, qui mutilent les civils

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Il y a des chaises musicales, des chaises vides, longues, roulantes, électriques, à bascule. A Genève, il y a la Broken Chair ou Chaise cassée qui trône depuis 1997 sur la place des Nations. L'œuvre éphémère de Daniel Berset, elle est devenue un symbole de la permanence, de la durabilité d'une cause, de plusieurs causes. Il faut dire qu'elle en impose: 12 mètres de haut, 8 mètres cubes de sapin Douglas ou de l'Oregon, des fondations pour chacun des pieds de 7 tonnes de béton.

Comme Les Chaises de Ionesco, elle évoque l'absurde. L'absurde du genre humain qui fabrique et utilise encore des mines antipersonnel, des bombes à sous-munitions ou des armes explosives en zones urbaines, mutilant ou tuant les populations civiles. Avec l'un de ses quatre pieds arraché, elle rappelle le terrible impact des mines dont les gaz qu'elles contiennent, chauffés à 4000 degrés, provoquent des détonations qui déshabitent les corps et sapent la dignité des victimes. La Broken Chair dénonce cette dérive guerrière et interroge cette Genève internationale qui se targue d'être humanitaire. Elle questionne une Conférence du désarmement (CD) qui, depuis des décennies, ne désarme plus, une institution ins-

tallée au Palais des Nations qui n'a pas peur de se féliciter de réussir parfois à se doter d'un programme de travail. La Chaise cassée illustre l'échec de ce que les diplomates appellent la «CD». Quand elle fut érigée - selon une idée qui avait germé dans la tête de l'ex-directeur de Handicap International, Paul Vermeulen -, elle venait toutefois couronner les efforts de la société civile qui avaient pallié l'incapacité des Etats parties à la Convention sur certaines armes classiques à agir pour prohiber une arme inhumaine. Handicap International et la Campagne internationale pour interdire les mines menée par Jody Williams décorèrent cette même année le Prix Nobel de la paix.

Installée en août 1997 sur une place des Nations qui était encore un grand terrain vague sans âme, la Chaise cassée ne devait rester que trois mois. Elle trône encore aujourd'hui au même endroit, interpellant touristes et manifestants du monde entier, illustrant même la version genevoise du Monopoly. En soi, le parcours de la Chaise dit beaucoup de la force de l'objet. Elle

aurait très bien pu disparaître avec le réaménagement de la place des Nations. L'opposition au maintien de la sculpture monumentale est venue d'une organisation qu'on n'attendait pas: l'ONU. Officiellement, la Chaise obstruait la vue des drapeaux et des édifices du Palais des Nations. En réalité, c'est le directeur général de l'Office genevois des Nations unies de l'époque, le Russe Sergueï Orzhonikidze qui a été le plus en pointe pour signifier son refus, communiqué en janvier 2005. On le soupçonnait d'exprimer la position de son pays, la Russie, face aux mines antipersonnel qu'elle n'a jamais souhaité interdire et qu'elle continue d'utiliser, notamment en Ukraine.

Même la Confédération n'était pas convaincue. Ayant adhéré à l'ONU en 2002, elle voulait apparaître comme le bon élève multilatéral et ne pas froisser qui que ce soit. Elle proposera de déplacer la Chaise devant la future Maison de la paix ou sur un autre terrain onusien, explique Paul Vermeulen. Du côté des architectes, on voyait plutôt l'objet comme un élément structurant de la place. La sculpture dor-

mira deux ans dans un hangar des Services industriels, explique dans un livre l'ingénieur en bois et patron de la société Charpentier Concept Thomas Büchi, impliqué dans l'installation de l'œuvre monumentale. La mobilisation s'organise. Ancien président du CICR et directeur à l'époque du Centre international de déminage humanitaire, Cornelio Sommaruga prendra contact avec Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU. Des hauts fonctionnaires onusiens, des diplomates, la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, nombre de personnalités se mobilisent pour «sauver» la Chaise cassée. Finalement, un fax du bureau de Kofi Annan à New York, sera envoyé à Genève, exhortant les autorités à réinstaller la chaise sur la place.

Pour Paul Vermeulen, le positionnement de la Chaise face à l'ONU est essentiel: «Il donne lieu à un rapport physique entre les deux. Il y a le bâtiment du Palais des Nations d'un côté et le symbole onusien de la chaise mutilée.» Reconnait ces derniers jours au pied de l'œuvre, Haw Chien et Hao Wei, deux jeunes

Taiwanais, observent la Broken Chair avec curiosité. Tous deux en stage au CERN, mais dans l'impossibilité de visiter l'ONU en raison de règles onusiennes kafkaïennes envers les ressortissants de Taiwan, viennent de découvrir le sens de l'œuvre: «Dans un monde aussi imparfait, c'est un beau symbole qui montre qu'on continue de se battre pour une cause aussi noble.» Au sol, sont gravés sur une plaque en métal des textes en chinois, arabe, russe, espagnol, anglais, italien, allemand et français dont le titre est évoca-

Au moment de son installation en 1997, la «Chaise cassée» ne devait rester que trois mois sur la place

teur: «Le refus de la violence armée contre les civils». Et le texte qui suit ne l'est pas moins: «La Chaise cassée symbolise à la fois la fragilité et la force, le déséquilibre et la stabilité, la brutalité et la dignité. Elle incarne le cri désespéré des populations civiles meurtries par la guerre.»

Daniel Berset, 69 ans, a réalisé la chaise avec Thomas Büchi et le charpentier Louis Genève. L'artiste n'a pas été choisi par hasard. Ce Genevois d'origine fribourgeoise avait fait de la chaise l'un de ses objets de prédilection. Il s'en explique: «J'ai beaucoup apprécié l'œuvre de Giorgio Morandi et sa manière de mettre l'ombre en volume. La chaise me paraissait un objet humble et simple qui parle de l'être humain sans les montrer. La création est souvent une question d'associations. La chaise,

pour moi, évoque la cuisine de mon enfance.» L'artiste insiste: «Pour la Broken Chair, il aurait été ridicule de sculpter la douleur en façonnant une vraie jambe mutilée.» Aux yeux de l'artiste, l'objet doit créer du lien. «N'est-ce pas la vocation de l'art?», lâche-t-il.

Dans l'optique de son vaste travail sur les chaises, il décide de créer un prototype en 1987 qu'il utilisera pour l'œuvre de la place des Nations. «Le défi était de ne pas tomber dans l'anecdote. Mais avec la Broken Chair, ce n'est pas moi qui ai créé un symbole, ce sont les gens qui se l'approprient. Pour moi, l'œuvre dépasse largement la question des mines. Elle traite du handicap. Nous avons tous un handicap ou un autre. L'être humain devrait un jour réaliser qu'il n'est pas si puissant. Avec le recul, je suis content de savoir que la Chaise cassée véhicule un sentiment de solidarité mondiale.»

La dimension de la Broken Chair fut une vraie gageure, notamment en matière de stabilité. L'objet ne comprend aucune ferrure visible. La structure devait pouvoir résister à des vents de 130 km/h. Daniel Berset se souvient: «Je n'avais jamais travaillé avec de tels paramètres. Je n'avais aucun point de repère. Le premier jour, quand Thomas Büchi et Louis Genève m'attendaient sur place, j'étais resté au lit, tétanisé», ironise-t-il. Quant les grandes poutres et le matériel pour la chaise arrivent, il n'a que très peu de temps